

# Le Fine Gael arrive en tête des élections législatives irlandaises, mais le prochain gouvernement pourrait être difficile à former

Corinne Deloy



## Résultats

### Résumé :

Lors des élections législatives qui se sont déroulées le 26 février en Irlande, le Fine Gael (FG) (Clan des Gaels), parti du Premier ministre sortant (Taoiseach) Enda Kenny, a recueilli 25,52% des suffrages et remporté 50 sièges.

En revanche, son partenaire gouvernemental, le Parti travailliste (Labour), conduit par Joan Burton, vice-Première ministre (Tánaiste) et ministre de la Protection sociale, n'a obtenu que 6,9% et 7 sièges.

Renua Ireland, parti de droite conduit par Lucinda Creighton, ancienne membre du Fine Gael, a obtenu 2,18% et aucun siège.

Le Fianna Fail (FF) (Soldats de la destinée), parti de droite dirigé par Micheal Martin, renaît de ses cendres et arrive 2ème derrière le Fine Gael en recueillant 24,3 % des suffrages et 44 sièges, soit davantage que ce que lui avaient prédit les enquêtes d'opinion. Le parti semble avoir réussi à attirer une partie de l'électorat travailliste déçu par son action au gouvernement.

Le Sinn Fein (SF) (Nous-mêmes), parti nationaliste d'extrême gauche dirigé par Gerry Adams, recueille le résultat le plus élevé de son histoire : 13,8% des voix et 23 sièges. Le parti a sans doute pâti du résultat des partis de gauche radicale comme l'Alliance contre l'austérité-Le Peuple avant les profits (AAA-PBP), qui a obtenu 3,9% des suffrages et 6 sièges, mais aussi des Sociaux-démocrates, parti fondé en 2015 par 3 députés indépendants Stephen Donnelly, Catherine Murphy et Roisin Shortall, qui a obtenu 3% des voix et 3 sièges, et du Parti vert, qui a recueilli 2,72% des suffrages et gagné 2 sièges.

Enfin, l'alliance indépendante (IA) a obtenu 4,2% et 6 sièges mais surtout les candidats indépendants ont recueilli 13% des voix et ont remporté 17 sièges. Un

résultat que l'on peut analyser comme un rejet du système politique.

Ce scrutin montre combien l'électorat irlandais s'est fragmenté depuis la crise financière et économique de 2008. Entre 1930 et 2007, le Fianna Fail et le Fine Gael ont dominé la scène politique du pays qu'ils ont alternativement dirigé. Lors des précédentes élections législatives du 25 février 2011, le Fianna Fail avait enregistré le plus faible résultat de son histoire (17,5% des voix).

« *L'année 2016 pourrait être celle du tremblement de terre électoral en Irlande en raison de l'émergence de petits partis et de la présence de nombreux indépendants* » avait indiqué Muiris Mac Cartaigh, maître de conférences en science politique de l'université Queen de Belfast, avant le scrutin.

La participation a chuté de 5 points par rapport aux élections législatives de 25 février 2011 et s'est établie à 65,2%.

**Résultats des élections législatives du 26 février 2016 en Irlande**

Participation : 65,2%

Partis Politiques	Nombre de voix de première préférence obtenues	Pourcentage des suffrages de première préférence recueillis	Nombre de sièges
<b>Fine Gael (FG)</b>	544 140	25,52	50
<b>Fianna Fail (FF)</b>	519 356	24,35	44
<b>Sinn Fein (SF)</b>	295 319	13,85	23
<b>Parti travailliste (Lab)</b>	140 898	6,61	7
<b>Indépendants</b>	242 016	13	17
<b>Alliance Indépendante (IA)</b>		4,2	6
<b>Alliance contre l'austérité-Le Peuple avant les profits (AAA-PBP)</b>	84 168	3,95	6
<b>Sociaux-démocrates (SD)</b>	64 094	3	3
<b>Parti vert (GP)</b>	57 999	2,72	2
<b>Renua Ireland</b>	46 552	2,18	0
<b>Autres</b>	110 681	4,82	0

Source : <http://www.rte.ie/news/election-2016/>

« C'est un jour très décevant pour le gouvernement » a déclaré le Secrétaire général du Fine Gael, Tom Curran. « Si les sondages de sortie des bureaux de vote sont corrects, nous sommes loin d'être en mesure de former un gouvernement » a-t-il ajouté. « J'aime à penser qu'il sera possible de former un gouvernement capable d'affronter les nombreux défis qui s'offrent à nous » a indiqué le Premier ministre sortant Enda Kenny. Cela pourrait cependant être difficile à réaliser : le *Taoiseach* sortant devra en effet réunir des personnalités diverses et qui, souvent, se sont fait élire sur leur opposition au gouvernement sortant.

Les Irlandais ont donc sanctionné la politique menée par le gouvernement sortant qui avait fait campagne sur son bilan socioéconomique et s'était présenté comme le garant de la stabilité indispensable pour terminer le travail en cours. Le redressement de l'économie ne semble pas avoir été perçu par tous et nombreux sont les Irlandais à avoir souffert de la politique menée par le gouvernement (baisse du nombre de fonctionnaires de 12 % entre 2008 et 2015, recul de leurs salaires de 20 %, baisse des aides sociales, augmentation de

la TVA et des taxes sur les alcools et les cigarettes, création d'un impôt sur l'eau). En outre, les services publics restent défaillants et la crise du logement reste préoccupante (on estime à 700 le nombre de familles logées dans des foyers et des hôtels et 130 000 personnes seraient en attente d'un logement), les emplois sont précaires et les salaires faibles. 16% des travailleurs irlandais vivent sous le seuil de pauvreté. « Les gens ne comparent pas leur niveau de vie actuel à leur situation en 2011, lorsque la coalition du Fine Gael et du Parti travailliste s'est installée, mais à leur vie avant la crise » a indiqué John O'Hagan, professeur d'économie au Trinity College.

Enda Kenny pourra-t-il devenir le premier *Taoiseach* issu du Fine Gael à être réélu comme il le souhaitait ? Rien n'est moins sûr. Avec 25,52% des suffrages, son parti a recueilli son troisième plus faible résultat depuis 1948. Ce résultat constitue un obstacle pour la construction d'une majorité stable et la formation d'une équipe gouvernementale. « Avec 47 ou 50 sièges, le Fine Gael ne peut pas trouver un nombre suffisant de députés de petits partis pour obtenir les 80 dont

*il aurait besoin pour obtenir la majorité absolue au Dail Eireann* » a indiqué Michael Marsh, professeur au Trinity College de Dublin. Mais quelles sont les autres initiatives ? Les autres partis n'ont pas gagné.

3 scénarios sont possibles :

- la reconduction du gouvernement sortant composé du Fine Gael, du Parti travailliste et élargi à des personnalités indépendantes et des « petits » partis ;
- la formation d'une « grande coalition » entre les deux partis ennemis qui gouvernent alternativement l'Irlande depuis 1932, le Fine Gael et le Fianna Fail,
- et enfin l'organisation de nouvelles élections législatives.

Le Premier ministre Enda Kenny a totalement écarté l'idée de toute grande coalition quelques jours avant le scrutin, accusant le Fianna Fail d'avoir « *laisser sombrer l'économie du pays* » à la fin des années 2000. Micheal Martin, dirigeant du Fianna Fail, a exclu toute alliance avec le Fine Gael.

Les deux principaux partis irlandais sont à la fois proches (sur les plans idéologique et programmatique) et rivaux depuis la guerre civile de 1922-1923. En

outre, ils pourraient hésiter devant le fait que leur alliance fasse du Sinn Fein le principal parti d'opposition du pays. Son dirigeant Gerry Adams a d'ores et déjà souligné qu'une telle coalition serait le « régime le plus conservateur » que l'Irlande aurait connu.

Les négociations pour former le prochain gouvernement irlandais promettent d'être longues. La république celtique se retrouve donc dans une situation proche de celle de l'Espagne qui n'est toujours pas parvenu à désigner un Premier ministre, plus de deux mois après le scrutin.

« *On pourrait être longtemps sans gouvernement parce que l'actuelle coalition ne peut pas revenir au pouvoir avec ce résultat* » a indiqué Eoin O'Malley, politologue à la Dublin City University. « *Je crois que nous aurons soit une coalition Fine Gael-Fianna Fail, ce qui est très improbable, soit de nouvelles élections* » a-t-il conclu. Adrian Kavanagh, professeur de l'université de Maynooth, a déclaré « *l'option qui semble s'imposer est une coalition Fine Gael-Fianna Fail car l'écart entre les deux partis est beaucoup moins grand que prévu, ce qui les met sur un pied d'égalité* ».

Les partis ont jusqu'au 10 mars, soit deux semaines, pour former le prochain gouvernement irlandais, date de la rentrée du parlement.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.